

l'appui de tous les ministres pas seulement de celui du ministre des Pêches et des Océans. A court terme, il va falloir faire des rajustements.

Le 9 mars, par exemple, le village de Port Mouton, qui compte 800 habitants, a appris la nouvelle catastrophique que sa seule et unique usine allait fermer et que 45 employés à plein temps et 150 autres employés perdaient leur emploi. Nous devons le faire—

Des voix: A cause du libre-échange!

M. McCreath: Cela n'a rien à voir avec le libre-échange. Il faut mettre en place immédiatement un programme d'aide à l'adaptation de l'industrie. Je suis heureux de dire qu'après m'être renseigné j'ai appris que les hauts fonctionnaires du ministère de l'Emploi et de l'Immigration s'étaient immédiatement mis en rapport avec Clearwater pour conclure un accord. Ils attendent toujours une réponse. Il semblerait que le président de Clearwater soit à l'étranger. Je l'exhorte ainsi que Clearwater à rencontrer les hauts fonctionnaires du ministère pour arriver à une entente qui aiderait ces travailleurs dès que possible. Je sais que le ministère va également agir rapidement à Port Medway.

Le comté de Shelburne est une autre histoire. Nous avons plus de 120 usines de traitement du poisson dans ce comté. Vous savez, madame la Présidente, qu'on ne peut pas exploiter une usine de traitement du poisson sans poisson. Il serait facile pour le ministre de faire comme certains de ses prédécesseurs et de dire à ces pêcheurs que s'ils veulent dépeupler l'océan de son poisson, ils sont libres. Le ministre est trop conscient de ses responsabilités pour cela. Il est chargé de conserver cette ressource très importante pour les futurs Canadiens. C'est le défi qu'il a entrepris de relever. Entre temps, à court terme, nous devons être prêts à faire le travail qui allègera les difficultés que connaissent nos concitoyens.

Nous devons mettre en place dès que possible un programme de développement des collectivités dans le comté de Shelburne. Nous en avons fait la demande. Parce que, dieu merci!, le taux de chômage n'était pas aussi élevé il y a trois ans, on n'avait pas jugé jusqu'à présent qu'on y avait droit. Mais je sais que ce programme établi dans le cadre de la planification de l'emploi a été très bénéfique pour un grand nombre d'habitants de la Nouvelle-Écosse. Songeons notamment que quelque 700 travailleurs du secteur des pêches, en Nouvelle-Écosse, ont reçu plus d'un million de dollars d'aide dans le cadre du Programme de planification de l'emploi. Depuis le lancement de ce programme, neuf régions de cette province ont été jugées admissibles au programme de développement des collectivités. Je vais demander instamment au gouvernement du Canada de mettre les bouchées doubles afin que nous ayons le plus tôt possible

un programme de développement des collectivités dans le comté de Shelburne.

Nous voulons profiter pleinement de l'Agence de promotion économique du Canada atlantique qui a fait des merveilles pour les Canadiens de cette région. Depuis la création de cette agence en 1987, jusqu'au 17 mars cette année, l'APÉCA a approuvé 89 demandes venant de South Shore. J'espère qu'elle en approuvera au moins le double cette année. Cet argent, et les quelque 22 millions de dollars investis par le secteur privé, ont permis de créer 198 emplois directs et d'en conserver 24 autres, sans compter les retombées indirectes découlant de ces investissements. Nous devons utiliser l'APÉCA avec créativité pour mieux aider les pêches et les localités qui en vivent à s'adapter aux problèmes que posera plus tard la pêche aux poissons de fond.

Madame la Présidente, je vois que mon temps de parole est pratiquement écoulé. J'aurais voulu parler de l'essor industriel que connaît South Shore. Mentionnons notamment l'industrie des arbres de Noël. Cette industrie attend impatiemment l'entrée en vigueur de l'entente sur l'aménagement des ressources forestières qui revêt une importance capitale puisqu'elle assurera la recherche nécessaire à l'essor de cette activité.

J'aurais voulu aussi mentionner la question des services postaux dont mon collègue d'en face a fait état tout à l'heure. Les services postaux sont très importants dans les régions rurales. Je voulais aussi traiter de l'entretien de nos raccordements ferroviaires, en matière de transports, mais je devrai attendre un autre jour.

En terminant, je tiens à remercier la Chambre de m'avoir écouté, et je vous sais gré, madame la Présidente, de m'avoir permis de participer à ce débat.

[Français]

M. Fernand Robichaud (Beauséjour): Madame la Présidente, je dois féliciter le député qui vient de terminer son discours, je le félicite d'abord pour le bout qu'il a fait en français, c'était très bien et je l'encourage à continuer. Et je croyais que son discours allait assez bien jusqu'à ce qu'il commence à parler des pêches et de faire une relation entre les pêches et le discours du Trône. Il nous a fait part des problèmes qui existaient dans son coin avec les usines de pêche, avec une surcapacité de captures et tout le monde sait qu'il existe de sérieux problèmes dans le domaine de la pêche le long des Côtes de la Nouvelle-Écosse, des problèmes qui ne s'effaceront pas dans quelques semaines ou même dans quelques mois. Il faut absolument que le gouvernement entame, en quelque sorte, des actions afin d'étudier ce qui se passe, pour essayer de trouver des solutions, pour empêcher que des usines, telle l'usine de Port Mouton qui a fermé ses portes et qui représente une perte d'emploi pour les gens de cette localité, de tolérer que des choses comme cela arrive. Il faut absolument se saisir du problème. Il faut que le gouvernement agisse. Alors comment se fait-il